

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 10 –juillet 2025

Projet d'accord UE-Etats-Unis

Les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) sont parvenus à un accord de principe le 27 juillet, qui sera suivi d'une phase de négociation formelle. Selon les informations actuellement disponibles¹, l'accord prévoit la suppression des différents droits additionnels institués par les Etats-Unis depuis le début de l'année pour les remplacer par un taux de droit de douane unique de 15 % sur toutes les importations aux États-Unis de marchandises originaires de l'UE².

Plusieurs secteurs bénéficieront d'exemptions de droits de douane de part et d'autre de l'Atlantique (aéronautique, certains produits chimiques et pharmaceutiques, ou encore certaines matières premières jugées critiques). En revanche, les droits additionnels américains de 50 % imposés sur l'acier et l'aluminium restent en place, des discussions étant en cours pour introduire un système de contingents à l'importation aux États-Unis. Ce compromis amorce un processus de négociation qui va se poursuivre et qui pourra aboutir à de nouvelles exemptions pour l'UE.

L'accord prévoit par ailleurs un engagement européen d'achat d'énergie à hauteur de 750 Mrd USD (638 Mrd EUR) sur trois ans et des investissements européens de 600 Mrd USD (515 Mrd EUR) aux Etats-Unis. Ces annonces correspondent à l'agrégation des intentions connues des opérateurs économiques.

Si les niveaux d'exposition de l'Autriche, de la Croatie et de la Slovénie aux tarifs américains diffèrent largement, tous trois subissent – directement ou indirectement – les conséquences de la politique tarifaire américaine.

¹ voir notamment le site de la [Commission européenne](#) ou des [douanes françaises](#).

² Les Etats-Unis ont en effet annoncé depuis le mois de février 2025 des droits additionnels sur les importations en provenance de l'UE (qui s'élevaient fin juillet à 10 % sur tous les produits européens, 25 % sur les véhicules et pièces automobiles, 50 % sur l'acier et l'aluminium) et menaçaient d'introduire des droits transversaux de 30% à partir du 1er août.

Les Etats-Unis étant de loin le premier marché à l'export hors UE de l'Autriche, l'accord y est accueilli avec soulagement et prudence.

Avec 16,23 Mrd EUR d'exportations en 2024, en hausse de 10 % par rapport à 2023, les Etats-Unis représentent le deuxième client de l'Autriche (8,5 % du total de ses exportations) derrière l'Allemagne (29,7 %). Le commerce avec les Etats-Unis a généré l'excédent commercial le plus important de l'Autriche en 2024 (8,51 Mrd EUR). La dépendance structurelle de l'Autriche au marché américain est à la fois directe et indirecte via l'intégration aux chaînes de valeur de l'industrie allemande.

Les simulations réalisées par l'institut économique IHS au mois de juillet concluaient au fait que les droits de douane additionnels imposés depuis le début de l'année par les États-Unis pourraient réduire la performance économique de l'Autriche de 0,2 pp en 2025 et de 0,1 pp en 2026, en particulier dans l'industrie automobile et le secteur métallurgique.

Le ministre de l'économie, Wolfgang Hattmannsdorfer, s'est réjoui de ce que l'accord met fin à l'escalade tarifaire et donne de la prévisibilité aux entreprises autrichiennes, tout en appelant l'UE à renforcer sa souveraineté économique et à diversifier ses relations commerciales.

Pour la Croatie, l'impact direct des droits de douane additionnels américains est a priori modéré, mais l'accord provisoire pourrait constituer une opportunité pour le terminal GNL de Krk.

En 2024, la Croatie a importé pour 781 M EUR de biens en provenance des Etats-Unis et a exporté pour 804,5 M EUR, principalement des produits pharmaceutiques, des équipements électriques et des armes et munitions. L'impact direct des tarifs imposés par l'administration Trump ne concerne ainsi qu'une poignée d'entreprises croates exportatrices sur le marché américain. Le pays est toutefois très dépendant des marchés allemand, italien, autrichien et hongrois ; l'impact sur les pays voisins a donc des conséquences sur le commerce intra-UE de la Croatie, qui consacre notamment une part non négligeable de ses exportations de produits intermédiaires à l'industrie automobile allemande et italienne.

Les annonces de la Commission européenne dans le cadre de l'accord du 27 juillet sur l'augmentation des approvisionnements européens, notamment en gaz naturel liquéfié (GNL) américain, renforcent le positionnement de la Croatie. En effet, le terminal GNL de Krk dont la capacité passera fin 2025 de 2,9 à 6,1 milliards de m³ par an dépend déjà depuis le début de la guerre en Ukraine à plus de 70 % des importations de GNL américain, pourcentage qui pourrait ainsi encore augmenter avec l'ambition de desservir les marchés d'Europe centrale via le réseau de gazoduc de l'entreprise publique Plinacro. L'accord a été notamment salué par le Premier ministre croate, Andrej Plenković, qui s'est félicité du fait qu'une escalade tarifaire ait été évitée et qu'une plus grande

prévisibilité du commerce UE-Etats-Unis puisse être envisagée pour les entreprises européennes.

La vulnérabilité directe des échanges de la Slovénie avec les Etats-Unis est mineure, mais son industrie automobile est très exposée aux fluctuations de la demande allemande.

Les États-Unis ne représentent que 1,5 % des exportations slovènes (921,9 M EUR en 2024), et 1,7 % des importations (1,19 Mrd EUR). L'Allemagne, en revanche, est le 2^{ème} client (7,33 Mrd EUR) de la Slovénie. Le secteur automobile, qui représente le 2^{ème} poste à l'exportation de la Slovénie (24 % en 2024), reste dépendant de la demande allemande, elle-même exposée aux fluctuations transatlantiques. La Slovénie aura par ailleurs un intérêt dans la poursuite des négociations UE-Etats-Unis en vue de l'obtention de quotas d'exportation sur l'acier et l'aluminium, ce segment représentant près de 9 % des exportations slovènes vers les Etats-Unis.

Dans l'attente des détails de l'accord, le ministère slovène de l'économie a pour l'heure rappelé que la stabilité commerciale est essentielle pour les secteurs stratégiques du pays, en particulier l'automobile et l'industrie pharmaceutique.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

+84,9 %

La dette publique en points de PIB ; à la fin du T1 2025

Zoom sur...

Compte tenu de la dégradation des finances publiques (déficit à 4,7 % en 2024) et de l'absence d'une conjoncture favorable à court terme, l'Autriche a été placée, comme s'y attendait le gouvernement, sous procédure de déficit excessif par la Commission européenne et le Conseil. Face à ce contexte économique dégradé, le gouvernement a fait voter fin juin un budget de consolidation budgétaire pour 2025 et 2026. Le double budget fait état d'efforts de consolidation de 1,3 % du PIB en 2025 (6,3 Mrd EUR) et de 1,8 % du PIB en 2026 (8,7 Mrd EUR), dans l'objectif de ramener le déficit public sous la barre des 3 % à l'horizon 2029. Toutefois, les économistes estiment ces efforts insuffisants. L'équivalent du Haut conseil des finances publiques autrichien chiffre l'effort supplémentaire nécessaire à hauteur de 2,2 Mrd EUR pour atteindre l'objectif de 2,8 % de déficit en 2029.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Après deux années de récession économique et de contraction du PIB comprise entre -1,7 % et -1,0 %, les projections macroéconomiques pour l'économie autrichienne font état d'une reprise timide en 2025. Pour la période 2025-2029, les économistes envisagent une croissance moyenne de 0,9 % par an, soutenue par la demande domestique et le commerce extérieur. Toutefois, la progression du PIB devrait rester freinée par les incertitudes géopolitiques internationales, les risques liés à la politique commerciale du Président Trump mais également par les problèmes structurels inhérents à l'Autriche. Grâce aux hausses salariales, le salaire réel disponible des ménages pourrait croître lentement de 0,2 % par an, ce qui, conjugué avec un rebond de la consommation, engendrerait un repli de la propension à épargner (environ 9 % par an entre 2025 et 2029). Comme à l'accoutumée, l'inflation (2,9 % en 2024) restera en Autriche encore supérieure à la moyenne de la zone euro : elle devrait se fixer sur la période 2025-2029 à 2,3 % (zone EUR = 2,1 %).

Le marché de l'emploi s'est montré résilient malgré la récession économique, alors que de nombreuses entreprises connaissent de réelles difficultés à trouver la main d'œuvre qualifiée nécessaire à leur développement. Le taux de chômage qui pourrait atteindre en 2025 5,5 % (définition eurostat) devrait en partie se résorber à 4,9 % à l'horizon 2029. L'Autriche se verra alors de nouveau confrontée à un défaut de main d'œuvre qui pourrait freiner sa croissance. Les économistes recommandent une politique de l'emploi plus volontariste envers les travailleurs issus des flux migratoires récents.

Selon une première estimation, le PIB accélère faiblement au 2^{ème} trimestre : la croissance s'y est finalement établie à +0,1 %, à l'instar du 1^{er} trimestre, soutenue principalement par la consommation des ménages (+0,3 %) et les services (+0,8 %).

Finances

La dette publique a atteint 412 Mrd EUR au premier trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, la dette publique s'est alourdie de 18,5 Mrd EUR pour atteindre 412,6 Mrd EUR, soit 84,9 % du PIB contre 81,8 % fin 2024. Dans le détail, sur le premier trimestre de cette année, l'essentiel de la hausse de la dette provient de l'Etat fédéral, dont la contribution à la dette publique a augmenté de 18,6 Mrd EUR. La contribution des administrations publiques locales s'accroît de 1,4 Mrd EUR. En revanche, celle de la Sécurité sociale diminue de 1,5 Mrd EUR.

Echanges

L'excédent commercial de l'Autriche 2024 a finalement dépassé le seuil des 2 Mrd EUR. Le 1^{er} juillet, l'institut Statistik Austria a publié les chiffres définitifs du commerce extérieur de l'Autriche pour l'année 2024. Il ressort que les exportations ont baissé de -4,8 % tandis que les importations ont poursuivi leur recul (-6,8 %), déjà observé en 2023 (-5,8 %). Le solde commercial est paradoxalement devenu positif l'an dernier (+2,19 Mrd EUR), après s'être déjà nettement redressé en 2023 (-2 Mrd EUR) par rapport à une année 2022 où il était descendu à -20 Mrd EUR. L'excédent le plus important a été atteint dans le commerce avec les Etats-Unis (8,51 Mrd EUR dont 2,11 Mrd EUR pour les produits pharmaceutiques et 1,31 Mrd EUR pour les machines-outils), suivis par la Grande-Bretagne avec un excédent de 2,60 Mrd EUR et la Suisse (2,35 Mrd EUR).

Politique économique et sociale

Pourboires : forfaits en hausse et simplification pour les entreprises

Afin de pallier un imbroglio juridique en matière de pourboires dans certains secteurs des services, comme la gastronomie et l'hôtellerie, et dans un souci de simplification au niveau fédéral, le gouvernement du Chancelier Christian Stocker a déposé au Parlement un projet d'amendement visant à harmoniser les montants forfaitaires des pourboires. En effet, si les pourboires restent non imposables au sens de l'impôt sur les revenus, ils sont en revanche

soumis à cotisations sociales, ce que réclamaient par ailleurs les organisations syndicales. Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2026, le forfait mensuel soumis à cotisations sociales est fixé à 65 EUR pour un salarié avec une responsabilité de caisse et à 45 EUR sans responsabilité d'encaissement. Ces montants seront progressivement augmentés selon le schéma donné dans le tableau ci-après. Le projet d'amendement exclut par ailleurs toute réclamation ultérieure de la part de l'assurance-maladie. Le dispositif prévoit également le retour à une contribution au pourboire réel, sur justificatifs. La forfaitisation harmonisée du pourboire n'est pas envisagée pour les salariés de la restauration non concernée par les pourboires (restauration collective, EHPAD, etc.). Ces nouvelles dispositions ont été vivement saluées par les partenaires sociaux.

Montant en EUR

Au 1 ^{er} janvier ...	Forfait pour salarié avec responsabilité de caisse	Forfait pour salarié sans responsabilité de caisse
...2026	65,00	45,00
...2027	85,00	45,00
...2028	100,00	50,00
...2029 et après	Indexé sur l'inflation	Indexé sur l'inflation

Veille sectorielle

Secteur financier

La bourse de Vienne résiste bien aux incertitudes géopolitiques

Porté par la bonne performance du secteur Sociétés financières, l'indice ATX a progressé de 20 % (+26 % dividendes inclus) au cours du S1 2025. Les assureurs *Uniq*a (+44 %) et *VIG* (+42 %) se trouvent en tête de liste, suivis par les banques *Bawag* (+32 %), *RBI* (+30 %) et *Erste Group* (+20 %). En comparaison, la hausse des indices *Euro Stoxx 50* et *MSCI World* s'est limitée à 8 % au S1 2025. Parmi les vingt valeurs comprises dans l'ATX, seules trois actions réalisent de légères performances négatives : il s'agit des entreprises industrielles *Lenzing* (-15 %), *Verbund* (-6 %) et *Mayr-Melnhof* (-3 %).

Industrie

BYD aurait choisi Voestalpine comme principal fournisseur de son usine hongroise

Le 26 juin 2025, le constructeur automobile chinois BYD a annoncé avoir conclu un accord avec le sidérurgiste autrichien *Voestalpine* pour l'approvisionnement de sa nouvelle usine de voitures en Hongrie. Dès l'automne 2025, *Voestalpine* devrait fournir à BYD, depuis son site de Linz (capitale de la Haute-Autriche), de l'acier plat de haute qualité pour les carrosseries et panneaux extérieurs. De plus, BYD a annoncé que l'Autriche deviendrait le marché pilote pour le déploiement de la technologie V2H (« *Vehicle-to-Home* »). Selon BYD, l'Autriche a été choisie en raison du déploiement important de l'énergie solaire au sein du pays (plus de la moitié des ménages autrichiens seraient actuellement équipés de panneaux solaires). La demande des clients serait également élevée, les concessionnaires BYD rapportant que la moitié d'entre eux s'enquerraient déjà de la disponibilité du V2H, afin d'optimiser l'efficacité de leur énergie solaire et ainsi réduire leurs coûts énergétiques. La part de marché de BYD en Autriche s'élève actuellement à 2,5 %. Toutefois, selon le média *Industrie Magazin*, BYD pourrait, pour des raisons de coûts salariaux, préférer la Turquie à la Hongrie pour y implanter son futur site d'assemblage.



Reprise de la production chez KTM après une procédure de redressement menée à bien

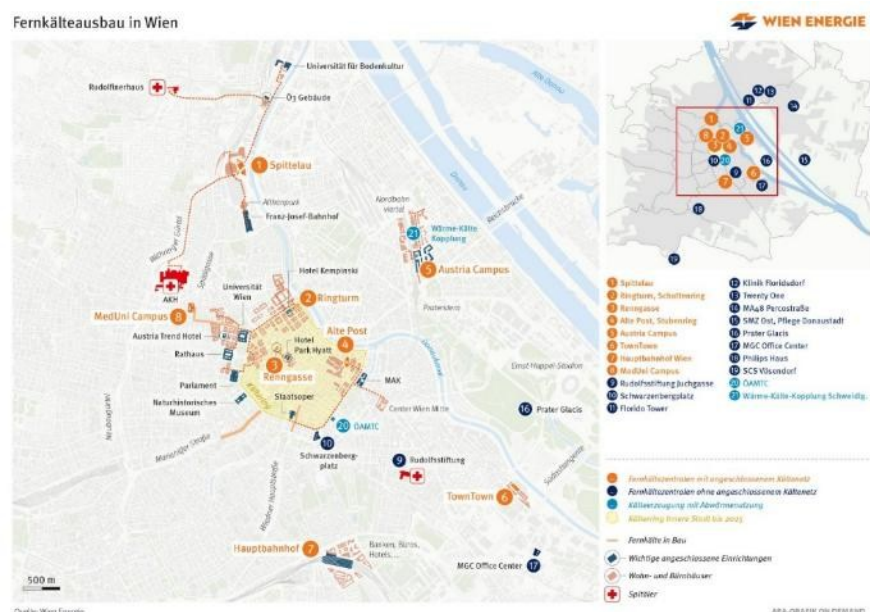
Le 28 juillet, la production de motos a pu reprendre dans les deux usines d'assemblage du 1^{er} producteur européen de motos KTM. Après plusieurs mois d'interruption, suite à la procédure de redressement en raison d'un passif trop important, les quelque 1 000 salariés des sites de

Mattighofen et Munderfing (Haute-Autriche) ont retrouvé leurs postes de travail pour assurer dans un premier temps une seule vacation par jour, 5 jours par semaine. Entretemps, avec plus de 100 000 motos vendues au S1 2025, l'écoulement du stock important accumulé s'est avéré prometteur, ce qui permet de réactiver les chaînes d'approvisionnement. Le sauvetage du fabricant KTM a été rendu possible par l'investissement massif du partenaire indien Baja Autos portant sur 600 M EUR et la démission du CEO Stefan Pierer, aux commandes du groupe depuis 1992.

Energie et environnement

Le réseau de froid urbain de la ville de Vienne se développe

En 2024, la ville de Vienne a enregistré 53 nuits dites tropicales, au cours desquelles les températures ne sont pas descendues sous la barre des 20°C. L'énergéticien *Wien Energie* a annoncé son intention d'investir 90 M EUR dans le froid urbain au cours des cinq prochaines années. La première centrale de production de froid urbain a été mise en service en 2009 à l'usine d'incinération des déchets de Spittelau. Elle utilise la chaleur résiduelle de l'incinération pour produire du froid pour l'hôpital AKH (*Allgemeines Krankenhaus*). Vienne compte désormais huit centrales de production de froid urbain raccordées au réseau. Le réseau de froid urbain s'étend sur 30 km au total. Dans le domaine de la construction de logements, la centrale de production de froid urbain du quartier *Nordbahnhofviertel* est considérée comme un projet phare. Elle sert à la fois de machine frigorifique et de pompe à chaleur. En été, elle distribue de l'énergie frigorifique d'une puissance de 1,7 MW à environ 1 000 ménages. Cela correspond à la puissance de 680 climatiseurs traditionnels et permet d'économiser au total 230 t de CO₂.



Agriculture

Gazole non routier agricole : 33,56 M EUR versés au secteur agricole et sylvicole

Fin juin, ce sont quelque 110 000 exploitations agricoles et forestières qui ont pu bénéficier du remboursement de l'aide sur le GNR agricole au titre du second semestre 2023 et de l'année 2024. La mesure a été mise en place en 2022 afin de soulager le secteur pendant la crise de l'énergie. L'aide versée prend en compte le remboursement de la taxation du CO₂ (0,0975 EUR/litre en 2023 ; 0,135 EUR/litre en 2024) et celui de la taxe sur les produits pétroliers (0,035 EUR/litre en 2023 et 0,07 EUR/litre en 2024 et 2025). La consommation prise en compte dépend de l'activité (agricole ou forestière) et des types de cultures.

Dermatose nodulaire contagieuse (DNC) : L'Autriche présente son plan de prévention et de lutte

La ministre fédérale compétente pour la santé, Mme Korinna Schumann (sociale-démocrate) a présenté en conseil des ministres son plan de prévention et de lutte contre la DNC alors que l'Italie et la France sont touchées par l'épizootie. L'Autriche souhaite ainsi se préparer à la vaccination des animaux sensibles si le zonage réglementaire (zone de surveillance et zone de protection) venait à concerner le pays. L'agence fédérale des marchés publics est ainsi chargée

de l'achat et de la gestion du stock de vaccins contre la DNC. La proximité du foyer détecté en Lombardie (180 km de la frontière autrichienne) rend nécessaire la disponibilité de doses de vaccin (entre 150 000 et 300 000 doses). En outre, une garantie de livraison est envisagée pour 2 millions de doses supplémentaires, qui ne seront appelées qu'en cas de besoin, par lots complémentaires, en fonction de la situation épidémiologique. *(Source: Service de la conseillère agricole régionale de Berlin, avec compétence en Autriche)*

Relations bilatérales

Wienerberger augmente sa participation dans la société française GSEi à 100 %

Début juillet, le fabricant de briques et de tuiles en terre cuite, *Wienerberger*, a annoncé l'acquisition des 49 % restants de GSE Intégration SAS (GSEi). Fondée en 2008, GSEi est une entreprise française qui développe des systèmes de montage pour modules photovoltaïques. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 82 MEUR en 2024. Grâce à cette transaction, *Wienerberger* renforce sa position sur le marché photovoltaïque et met en œuvre sa stratégie visant à poursuivre le soutien à la transition énergétique durable.

Le chiffre du mois à retenir

+750 M EUR

D'écart de déficit budgétaire par rapport au premier semestre 2024

Zoom sur...

A l'issue du premier semestre de l'année 2025, le budget de l'Etat slovène affiche un déficit de 800 M EUR, reflet d'une dynamique où la croissance des dépenses a significativement dépassé celle des recettes. Ce solde, en nette détérioration par rapport aux 50 M EUR enregistrés à la même période l'an passé, s'inscrit toutefois dans la trajectoire anticipée par les documents budgétaires en vigueur. Le Conseil budgétaire, dans son analyse rendue publique en début de mois, souligne que cette évolution, bien que substantielle, reste cohérente avec le cadre macroéconomique et budgétaire actuel.

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Le gouvernement slovène instaure une taxe de 25 % sur les bénéfices liés aux cryptomonnaies à partir de 2026

Le gouvernement a adopté mi-juillet un projet de loi visant à instaurer, à compter du 1^{er} janvier 2026, une taxe de 25 % sur les plus-values réalisées par les particuliers lors de la cession de cryptomonnaies. Cette mesure a pour objectif de mieux intégrer ces revenus dans l'assiette fiscale et de réduire les distorsions par rapport aux autres produits financiers, déjà soumis à une imposition équivalente. Concrètement, l'impôt portera sur le solde net annuel, c'est-à-dire la différence entre le montant total des ventes et celui des achats de cryptomonnaies effectués sur une année. Selon une estimation de la Banque de Slovénie, les avoirs en cryptomonnaies détenus par les particuliers s'élèveraient à près d'1 Mrd EUR. Ce potentiel fiscal considérable suscite l'intérêt du gouvernement, qui entend l'encadrer rigoureusement, sans pour autant freiner l'innovation dans le secteur.

Création d'une holding publique pour structurer les investissements dans l'industrie de défense jusqu'en 2040

Le gouvernement slovène a adopté une stratégie nationale pour le développement de son industrie de défense, fondée sur la résolution relative au programme à long terme d'équipement des forces armées jusqu'en 2040. Elle prévoit la création d'une holding publique dédiée, intégrée à la *Slovenian Sovereign Holding* (SSH), sur le modèle de la holding énergétique HSE. L'objectif est de structurer les investissements publics dans des entreprises et projets nationaux à forte valeur technologique, notamment à double usage. Un Conseil stratégique interministériel supervisera l'identification des entreprises slovènes à impliquer. Les financements reposeront sur deux piliers : d'une part, les dépenses de défense classiques (fonctionnement, équipement des SAF), et d'autre part, des investissements élargis liés à la sécurité et à la résilience, incluant des projets dans le transport, la cybersécurité ou la logistique militaire.

Veille sectorielle

Industrie

Lek lance la construction d'une usine de 400 M EUR près de Ljubljana, avec 267 emplois prévus d'ici 2029.

La société pharmaceutique slovène *Lek*, filiale du groupe suisse *Sandoz*, a lancé la construction d'une usine high-tech de 400 M EUR près de l'aéroport de Ljubljana, dédiée à la production de biosimilaires. L'usine, prévue pour être terminée en 2028, emploiera environ 267 personnes d'ici 2029. Cette nouvelle installation complète d'autres investissements récents du groupe *Sandoz* en Slovénie, renforçant la place du pays dans la production biopharmaceutique en Europe. Les autorités slovènes, dont le Premier ministre Robert Golob et le maire de la région, soulignent l'importance de ce projet pour le développement régional, la création d'emplois (environ 800 sur quatre ans dans le secteur) et la reconnaissance des compétences locales en ingénierie chimique et en science.

Energie et environnement

Ouverture de la phase de consultation pour la future centrale nucléaire de Krško

Le 1^{er} juillet 2025, les autorités slovènes ont ouvert la phase de consultation publique de 90 jours pour le projet NEK 2, future unité nucléaire prévue sur le site existant de Krško. Ce lancement marque le début opérationnel d'un projet structurant, tant sur le plan énergétique qu'économique. Ce réacteur, dont la puissance est envisagée entre 1000 et 1650 MW, représente un investissement estimé entre 9,6 Mrd EUR et 15,4 Mrd EUR (hors financement). Deux fournisseurs sont encore en lice : EDF (France) et Westinghouse (États-Unis), avec une sélection attendue d'ici fin 2028. Le processus engagé comprend également la réalisation d'une étude d'impact environnemental, une évaluation des options technologiques, ainsi qu'un travail d'aménagement du territoire, piloté par un groupe interministériel. Le public, y compris les municipalités, est explicitement appelé à contribuer par des observations, dans une logique de transparence et d'acceptabilité sociale.

Tourisme

Le Grand Départ du Tour de France est envisagé comme un levier pour le tourisme slovène

Le gouvernement slovène a adopté une lettre d'intention pour accueillir les premières étapes du Tour de France en 2029. Trois itinéraires ont été proposés, dont une arrivée au col de Vršič. Ce projet, soutenu par les principaux cyclistes slovènes, dont Tadej Pogačar, vainqueur des éditions 2020, 2021, 2024 et 2025, s'inscrit dans une stratégie de valorisation du cyclisme national et de promotion économique et touristique. Le gouvernement estime le coût de l'organisation entre 10 et 12 M EUR, avec un retour sur investissement potentiel de 7 EUR pour 1 EUR dépensé, sur la base d'exemples similaires à l'étranger. Au-delà des retombées économiques, le Grand Départ offrirait une visibilité internationale importante pour la Slovénie, mettant en lumière ses paysages, son patrimoine et ses infrastructures.

Relations bilatérales

Revoz franchit le cap des cinq millions de véhicules produits à Novo Mesto

L'usine d'assemblage Revoz, filiale slovène de Renault implantée à Novo Mesto depuis 1973, a produit son cinq millionième véhicule, une Clio 5 destinée au marché slovène. Cette étape symbolique intervient six ans après le cap des quatre millions atteint en 2018. Avec plus de 50 ans de production ininterrompue, Revoz est un véritable pilier de l'industrie automobile en Slovénie. L'usine a notamment fabriqué 1,5 million de Clio 2, 910 000 Twingo 2 et 630 000 Twingo 3, en plus de 90 000 modèles électriques. Revoz se projette désormais vers l'avenir avec l'assemblage de la future Twingo électrique, prévue pour 2026.



Usine Revoz à Novo Mesto, Slovénie

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur ...

1,07 Mrd EUR

La septième et la plus importante demande de décaissement dans le cadre du Fonds de Relance et de Résilience (FRR)

...le déplacement en Mongolie, au Japon, et en Chine du ministre croate des Affaires étrangères européennes M. Gordan Grlić-Radman :

Au cours de sa visite en Mongolie, M. Grlić-Radman a souligné la volonté de partager l'expertise croate et de renforcer les liens bilatéraux. Des accords sectoriels ont été signés pour stimuler la coopération économique, notamment dans le domaine du transport routier et de la gestion forestière. Les chambres de commerce croate et mongole se sont également engagées à favoriser les échanges commerciaux et les investissements croisés. Le ministre s'est également rendu à Osaka, au Japon pour participer à l'Expo 2025. Le pavillon croate a mis l'accent sur le développement durable, l'innovation et la transition écologique. Sur le plan bilatéral, la Croatie souhaite attirer davantage d'investissements japonais et devrait renforcer son dialogue bilatéral. En Chine, M. Grlić-Radman a mis en avant l'intérêt croate à favoriser les investissements chinois notamment dans le secteur des énergies renouvelables et des infrastructures. La stratégie croate vise également à augmenter le volume du commerce, en particulier pour les produits agricoles et technologiques et à développer le tourisme pour les ressortissants chinois en établissant notamment une liaison aérienne directe.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Cadre budgétaire 2026-2028 : hausse des dépenses de défense et coupe budgétaire à partir de 2027

Le gouvernement a adopté son [Cadre budgétaire pour la période 2026 à 2028](#), approuvant une forte hausse des dépenses de défense pour atteindre progressivement l'objectif de 5 % du PIB d'ici 2035. Le budget du ministère de la Défense (MinDef) passera ainsi de 1,35 Mrd EUR à 2,26 Mrd EUR, avec une augmentation de 20 % en 2026, suivie de +25 % en 2027 et +6 % en 2028. Zagreb a parallèlement demandé à la Commission européenne d'exclure 1,5 % du PIB en dépenses militaires du calcul du déficit, afin d'en limiter l'impact sur les finances publiques. En effet, la Commission européenne a proposé début 2025 que les États membres qui le souhaitent puissent utiliser une clause d'urgence pour dépenser jusqu'à 1,5 % de leur PIB en investissements de défense au cours des quatre prochaines années, sans enfreindre les règles relatives aux déficits et à la dette publics.

Pour accompagner cet effort, des coupes budgétaires sont programmées à partir de 2027 dans la majorité des ministères, à l'exception de quelques secteurs prioritaires comme la défense,

les chemins de fer, le logement ou la démographie. Les budgets de la construction, de l'intérieur, de la science, ainsi que ceux des cabinets du Président et du Premier ministre, seront réduits entre 4 % et 20 % selon les cas.

Le budget national hors fonds européens passera de 29 Mrd EUR à 31 Mrd EUR en 2026. Toutefois, après une croissance modérée des dépenses en 2027 (+1,5 %), des ajustements plus marqués sont attendus en 2028, notamment en raison de la fin des financements liés à la reconstruction post-séisme et au Plan national de relance et de résilience (PNRR).

	En M EUR		En %	En M EUR		En %	En M EUR		En %
Ministère	2025	2026	Evolution 26/25	2027	Evolution 27/26	2028	Evolution 28/27		
TOTAL	28 742	30 822	+7,2%	31 291	+1,5%	30 977	-1%		
MinFin	2 788,8	3 189,3	+14,4%	3 295	+3,3%	3 104,2	-5,8%		
MinDef	1 352,9	1 639,7	+21,2%	2 121,8	+29,4%	2 258,2	+6,4%		
MinInt	1 220,6	1 298,1	+6,4%	1 248,3	-3,8%	1 249	+0,1%		
MinTrans	1 407,4	1 498,4	+6,5%	1 488	-0,7%	1 383,3	-7%		
MinConstr	720,8	772,4	+7,2%	667,3	-13,6%	533,1	-21,1%		
MinEco	1 199,5	523,8	-56,3%	308,8	-41,1%	165	-46,6%		
MinEnv	353,7	314,6	-11,1%	219,9	-30,1%	148,6	-32,7%		
MinEduc	3 840,3	4 098,4	+6,7%	4 078,8	-0,5%	3 938,3	-3,4%		
MinTrav	10 750,9	12 200,5	+13,5%	12 700,5	+4,2%	13 096,1	+3%		
MinSanté	1 393,6	1 361,8	-2,3%	1 350,2	-0,9%	1 333,5	-1,2%		
MinJust	784,1	984,9	+25,6%	937,6	-4,8%	891,7	-4,9%		
MinAgri	403	372,5	-7,6%	387,7	+4,1%	396,2	+2,2%		
MinFondsUE	154,7	154,4	-0,2%	159,4	+3,2%	160,8	+0,9%		

Finances

Soutien financier de 150 MEUR de la BEI pour la transition verte des entreprises croates

Les entreprises croates bénéficieront d'un soutien pour le financement de projets répondant à des critères stricts en matière écologique et de développement durable grâce à un prêt de 150 MEUR accordé par la Banque européenne d'investissement (BEI) à la banque de développement croate, HBOR. Ce prêt constitue la première étape d'un nouvel accord de financement d'un montant total de 350 MEUR entre la BEI et HBOR, visant à soutenir les investissements verts, notamment dans des secteurs tels que la production d'énergie, le transport, l'efficacité énergétique, l'utilisation de matériaux durables et la promotion de modes de déplacement respectueux de l'environnement. Le déploiement se fera par le biais de prêts directs de HBOR, ainsi que par l'intermédiaire de banques commerciales locales et d'autres institutions financières partenaires.

La Croatie a soumis à la Commission européenne la septième demande de décaissement dans le cadre du fonds de relance et de résilience (FRR) pour un montant de 1,07 Mrd EUR

Parmi les investissements stratégiques et les réformes réalisés dans le cadre du programme national de relance et de résilience, on retrouve le soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat ; la modernisation des réseaux haute tension ; le développement de 1 500 MW supplémentaires de capacité issue de sources renouvelables, ainsi que des travaux de recherche sur le potentiel géothermique.

Par ailleurs, la Croatie annonce la modernisation du système de gestion du transport routier de passagers et de fret ainsi que le déploiement de services publics électroniques avec notamment la numérisation des informations relatives aux prestations sociales.

Politique et climat des affaires

Mme Nataša Mikuš Žigman nommée Ministre du Développement Régional et des Fonds Européens

Le Premier ministre croate M. Andrej Plenković a annoncé le 8 juillet la nomination de Mme Nataša Mikuš Žigman au poste de ministre du Développement régional et des Fonds européens. Elle succède à M. Šime Erlić, démissionnaire après avoir été élu maire de Zadar lors des dernières élections en mai. Actuellement membre du conseil d'administration de l'entreprise agroalimentaire *Podravka* chargée du développement durable, elle était auparavant secrétaire d'État au ministère de l'Économie pendant plus de six ans et a dirigé l'Agence centrale de financement et de passation de marchés pour les programmes de l'Union européenne (SAFU).

Marchés publics : exclusion de sociétés chinoises et turques d'un appel d'offres suite à un arrêt de la CJUE

Pour la première fois, la société nationale croate de gestion des routes, [Hrvatske ceste](#) (HC), a modifié un appel d'offres public afin d'exclure les entreprises de pays tiers ne disposant pas d'accords internationaux de passation de marchés avec l'UE. Cette décision s'appuie sur un arrêt de la Cour de justice de l'UE (CJUE) du 22 octobre 2024, concernant l'entreprise turque *Kolin Insaat*, qui confirme que les entités de pays tiers non couverts par l'Accord sur les marchés publics de l'OMC ou d'autres accords bilatéraux ne peuvent prétendre à un traitement égal dans les appels d'offres publics européens.

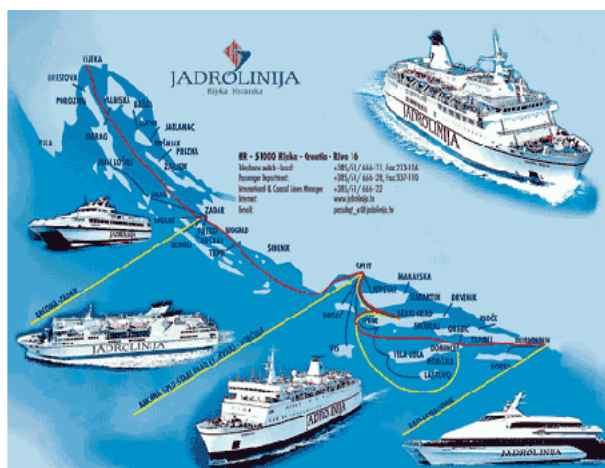
L'appel d'offres visé concerne la [construction de la jonction TTTS près de Split](#), un projet cofinancé par l'UE, estimé à 20 M EUR. Cette exclusion s'applique également aux partenariats, aux sous-traitants et aux opérateurs économiques turcs ou chinois sur lesquels s'appuieraient des candidats européens. HC précise qu'il s'agit d'une application ciblée de l'arrêt de la CJUE, justifiée par la nature du projet et son financement européen. Elle ne constitue pas une interdiction généralisée des entreprises chinoises et turques dans les futurs marchés publics croates.

Veille sectorielle

Transports

Jadrolinija rénove et modernise sa flotte avec le soutien de la Banque mondiale

La compagnie de transport maritime publique [Jadrolinija](#), pilier du secteur touristique en Croatie assurant la liaison entre les îles croates et le continent, prévoit d'investir 114 M EUR en 2025. Ce budget sera consacré à 89 % au renouvellement de sa flotte, à 7 % à la modernisation des navires existants, et à 4 % à l'entretien des biens immobiliers, des équipements et aux investissements dans les systèmes d'information.



Source : www.jadrolinija.hr

Ces initiatives visent à répondre aux exigences techniques, de sécurité et opérationnelles, tout en garantissant la qualité du transport maritime à l'échelle nationale.

La Banque mondiale accordera un prêt de 75 MEUR à ce projet, le reste étant financé par des prêts commerciaux et sur fonds propres. Jadrolinija transporte plus de 12 millions de passagers par an.

Publication de l'appel d'offres pour la documentation technique relative à l'étude de la rocade sud de Zagreb

La société [Hrvatske autoceste](#) (les Autoroutes croates) a lancé [un appel d'offres](#) pour la réalisation des études relatives au projet de construction d'une section sud de 95 km de la rocade de Zagreb (contrat de 700 M EUR). L'objectif principal de ce projet est de désengorger le centre-ville de Zagreb en séparant le trafic de transit du trafic urbain. La date limite de soumission des propositions est fixée au 8 août.

Secteur financier

Nouvelles mesures prudentielles pour le secteur bancaire

[La Banque centrale croate \(HNB\)](#) a introduit à compter du 1^{er} juillet 2025 des mesures prudentielles plus contraignantes dans le but de freiner l'endettement excessif des ménages et prévenir les déséquilibres financiers. Ces mesures imposent un taux d'effort, qui mesure la charge financière du prêt rapportée au revenu de l'emprunteur (DSTI en anglais) de 45 % pour les prêts immobiliers et 40 % pour les autres crédits ; un ratio prêt-valeur (LTV) maximal de 90 % pour les prêts garantis par un bien immobilier ; une durée maximale de prêt de 30 ans pour les crédits immobiliers et de 10 ans pour les autres. Des exceptions sont prévues, notamment pour les primo-accédants ou l'achat du logement principal, afin de ne pas restreindre excessivement l'accès au logement.

La Croatie perd son arbitrage contre la Société Générale dans l'affaire des emprunts en CHF

Le [Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements](#) (CIRDI), basé à Washington, a statué en faveur de la banque française Société Générale, dans un litige lié aux prêts en CHF et aux décisions prises sous le gouvernement de Zoran Milanović (SDP) en 2015. Le tribunal a rejeté l'objection de compétence soulevée par la Croatie et l'a condamnée à verser 17,55 M EUR, assortis d'intérêts (Euribor + 2,42 %, capitalisés mensuellement depuis mai 2017), ainsi qu'environ 2,8 M EUR de frais juridiques, ce qui rend la décision définitive. Le contentieux trouve son origine dans la conversion forcée par l'Etat croate de ces prêts en janvier 2015, lorsque l'appréciation soudaine du CHF face à l'EUR et à la HRK, a conduit le gouvernement croate à adopter une loi provisoire fixant le taux de change pour une année. Au terme de cette loi, le taux de change de la HRK par rapport au CHF était maintenu à 1 CHF = 6,39 HRK pendant un an, alors qu'après l'appréciation, il était monté à 1 CHF = 7,72 HRK dépassant même le cours de l'EUR. La Société générale s'est retirée du marché croate en 2015, après la vente de ses activités au groupe hongrois OTP.

Marchés financiers

Le groupe agroalimentaire Žito a réussi son entrée à la bourse de Zagreb en levant 130 M EUR

Le groupe Žito a fait son entrée à la Bourse de Zagreb début juillet 2025 en levant la somme record de 130 M EUR. C'est le plus grand producteur d'œufs de Croatie, leader de la transformation d'huile, deuxième cultivateur de terres agricoles et deuxième producteur de porcs. En 2024, le groupe a généré 335 M EUR de revenus. Les fonds levés lors de l'introduction en bourse soutiendront le plan triennal de l'entreprise, qui prévoit 125 M EUR d'investissements destinés à la croissance organique et à des acquisitions à l'échelle régionale.

La Bourse de Zagreb connaît une année particulièrement dynamique. Trois mois seulement après les débuts l'IPO d'ING-GRAD, société de construction, une nouvelle cotation fait ainsi son apparition. La dernière entrée en bourse datait d'il y a quatre ans.

Energie

Étude sur l'intégration des batteries de stockage dans le réseau électrique croate

L'Association croate des énergies renouvelables (OIEH) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) collaborent pour la réalisation d'une étude approfondie intitulée « **Identification des emplacements de congestion du réseau électrique et des besoins en batteries de stockage d'énergie en Croatie** ». Cette initiative sera menée par l'Institut énergétique *Hrvoje Požar* (EIHP) en partenariat avec la Faculté d'électrotechnique et d'informatique (FER) de l'Université de Zagreb.

Actuellement, la moitié du réseau de transport d'électricité croate a dépassé sa durée de vie initiale, rendant sa modernisation complexe et coûteuse. Par ailleurs, le système électrique rencontre des défis liés à la flexibilité, notamment en raison de capacités limitées de stockage des excédents d'électricité issus des sources renouvelables. Lors de l'été 2024, la Croatie a importé jusqu'à 25 % de sa consommation électrique, en partie à cause du déficit de stockage pour gérer efficacement la production renouvelable.

Étude Augmentation de capacité de stockage de l'oléoduc Janaf



La société JANAF, détenue à 78,51 % par l'État croate, gère les infrastructures de stockage et de transport de pétrole brut ainsi que de produits raffinés depuis le terminal d'Omišalj sur l'île de Krk. Janaf prévoit de renforcer significativement ses capacités de stockage de produits raffinés au Terminal d'Omišalj en construisant quatre nouveaux réservoirs. Investissement stratégique d'un montant supérieur à 30 M EUR. Actuellement, Janaf exploite sept réservoirs pour dérivés au Terminal d'Omišalj, avec une capacité totale de 80 000 m³, complétés par 35 autres réservoirs

d'une capacité de 162 000 m³ situés au Terminal de Žitnjak à Zagreb. Grâce à la construction de ces quatre nouveaux réservoirs, la capacité de stockage du terminal sera doublée, portant ainsi la capacité totale de stockage des dérivés de Janaf à plus de 160 000 m³.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro, C. Roméo (ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic, C. Delfortry

(zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 30/07/2025